

POSTE ACADEMIQUE TEMPS PARTIEL INTERIMAIRE EN EUROPEAN PRIVATE LAW (MONS)

(CORRESPONDANT A 10 % DE TEMPS PLEIN, SOIT UN FORFAIT HORAIRE DE 30 H/AN)

FACULTE DE DROIT ET DE CRIMINOLOGIE

(FACULTÉ DE DROIT DE L'ULB À MONS)

Référence : 2026/A014

Date limite du dépôt des candidatures : 02/02/2026

Date d'entrée en fonction prévue le : 01/10/2026

Descriptif du poste

Le cours de *European Private Law* (DROIC5181) est un cours de 24h dispensé dans le Master en droit de l'entreprise de la Faculté de droit et de criminologie (section Mons). Ce cours enseigné en anglais vise à analyser l'influence croissante du droit de l'Union européenne sur le droit privé des États membres. Il met en lumière les mécanismes d'européanisation du droit privé, qu'il s'agisse des instruments normatifs (règlements, directives, soft law) ou de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne, et analyse leur articulation avec les traditions juridiques nationales. Une attention particulière est accordée au droit européen de la consommation, domaine emblématique de l'intégration (clauses abusives, pratiques commerciales déloyales, commerce électronique,...) en combinant analyse des instruments juridiques, examen de la jurisprudence récente et réflexion sur les enjeux pratiques pour les opérateurs économiques. Le ou la titulaire du cours est libre de présenter d'autres matières de son choix (droit des sociétés, droit de l'insolvabilité, droit de la propriété intellectuelle, etc.). Plus largement le cours devra aborder également les règles du marché intérieur (libre circulation des marchandises, des services, des personnes et des capitaux, en ce compris les services et les marchés numériques) et leurs répercussions sur les relations de droit privé. Une approche comparative permettrait de mettre en évidence les convergences et divergences dans la mise en œuvre nationale des normes européennes.

À l'issue de ce cours, les étudiants disposent d'une vision intégrée du droit privé européen, leur permettant d'identifier les sources pertinentes, de maîtriser la jurisprudence de la CJUE et de proposer des solutions concrètes à des problèmes juridiques transfrontaliers.

Le/la titulaire pourra aussi être appelé.e à encadrer ou évaluer des travaux de fin d'études. Il ou elle sera associée aux travaux du Centre de droit privé.

Titre requis

Docteur.e en droit.

Compétences requises

- Une très bonne maîtrise du droit privé européen, droit international privé et/ou du droit comparé dans le contexte de l'intégration européenne étayée par des publications scientifiques dans ce domaine ;
 - Une expérience pédagogique et/ou pratique constitue un atout ;
 - Une capacité à enseigner en anglais et en français ;
 - Une aptitude à intégrer des perspectives pratiques et comparatives dans l'enseignement.
-
- si vous ne parlez pas couramment la langue française (niveau C1), une période d'adaptation peut vous être accordée, mais vous devrez être capable d'enseigner en français à la fin de la troisième année suivant votre nomination.

Intéressé·e ?

Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de Mme Séverine Menétrey – courriel : severine.menetrey@ulb.be).

Votre dossier de candidature sera composé d'un Curriculum vitae (*si vous le souhaitez un CV type peut être téléchargé via le site internet : <https://www.ulb.be/fr/documents-officiels/emplois-academiques-et-scientifiques-cv-type>*) et d'un document complété à l'aide du template disponible à cette adresse URL (<https://www.ulb.be/fr/documents-officiels/3f-dossier-de-candidature-de-acad-tps-partiel-fh-docx>).

Ce canevas structure votre dossier de candidature en reprenant les éléments suivants :

- une lettre de motivation
- un dossier d'enseignement comprenant un rapport de 7000 signes (ou 4 pages) environ sur les activités d'enseignement antérieures et un projet d'enseignement pour les 5 premières années du mandat, qui s'intègre de manière cohérente dans la vision de l'entité de rattachement et dans les profils d'enseignements des filières de formation auxquelles le candidat devra contribuer
- les noms et adresses mail de contact de cinq personnes de référence susceptibles d'être contactées par les organes chargés d'évaluer les dossiers, en veillant à l'équilibre des genres. Ces personnes ne peuvent être en conflit d'intérêt en raison de liens familiaux ou affectifs.

Les dossiers incomplets ou les dossiers n'utilisant pas le canevas mis à votre disposition ne seront pas examinés par la commission de sélection.

Où se rendre pour postuler ?

Cliquez ici : <https://jobs.ulb.be/job-invite/1722/?isInternalUser=true>

Pour tout problème de connexion ou question à propos de notre application, consultez notre FAQ : [e-recrut-mode-d-emploi-candidat-fr- 1734942952302-pdf](#)

Politique d'égalité des chances

La politique de gestion du personnel de l'ULB est axée sur la diversité et l'égalité des chances.

Nous recrutons les candidat·es en fonction de leurs compétences, indépendamment de leur âge, leur genre, leur orientation sexuelle, leur origine, leur nationalité, leurs convictions, leur handicap, etc.

Vous souhaitez bénéficier d'aménagements raisonnables dans le cadre de la procédure de sélection en raison d'un handicap, d'un trouble ou d'une maladie ? N'hésitez pas à prendre contact avec Marie Botty (marie.botty@ulb.be), notre personne de contact en charge des aspects de diversité pour le personnel enseignant et scientifique. Soyez assuré·e de la confidentialité de cette information.

Plus de détails sur les politiques de genre et de diversité sont disponibles sur <https://www.ulb.be/fr/l-ulb-s-engage/diversites>.

Vous trouverez l'ensemble des dispositions relatives aux carrières du corps académique sur notre site à l'adresse <http://www.ulb.ac.be/emploi/academique.html>.